



Pour faire dignement notre métier de paysan

Si elle n'est pas appuyée, l'agriculture africaine a bien peu de chance de résister à la pression d'un marché mondial dont les règles, manifestement, n'ont pas été conçues pour ses producteurs.

Dans cette note, destinée à la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine(1), le leader paysan Mamadou Cissokho en appelle à une politique de soutien des Etats africains à leurs agricultures, quand bien même s'y opposeraient les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce. Pourquoi, se demande-t-il, les paysans africains ne bénéficieraient-ils pas d'une aide comparable à celle qu'ont reçue et que reçoivent encore leurs collègues européens et américains ?

" Nous nous sommes réunis pour réfléchir ensemble à ce dont nous avons besoin pour faire dignement notre métier de paysan et de paysanne. Personne ne peut le faire à notre place. Nous savons que la décision finale concernant la mise en place d'une politique agricole de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine ne nous appartient pas. Nous sommes d'autant plus libres pour dire et défendre nos positions face aux autorités politiques.

Un combat perdu d'avance

Quoi qu'on nous dise, nous savons que l'on nous a engagés dans un combat perdu d'avance contre des concurrents autrement plus puissants que nous. Cette compétition que les plus forts veulent toujours durcir est impossible pour nous. On peut nous tromper, c'est le jeu, mais nous ne pouvons pas nous tromper nous-mêmes, à moins de souhaiter un suicide collectif.

Quoi qu'on nous dise, ce que nous mangeons n'est pas sur le marché mondial. Quoi qu'on nous dise, les produits d'exportation qui sont depuis cent ans sur le marché mondial n'ont pas servi le développement des campagnes. Ils ont fait pousser les villes.

D'autres règles du jeu

Nous voulons d'autres règles du jeu. Savez-vous que l'Union Européenne a dégagé un milliard d'euros pour soutenir la production cotonnière en Grèce et en Espagne ? Savez-vous qu'aux Etats-Unis, des milliards de dollars appuient les producteurs de coton. Les uns et les autres peuvent vendre le kilo de coton 1 franc CFA car, avant même d'avoir vendu leur produit, ils ont déjà été payés. Vous savez, en tout cas, que pour notre part, nous ne recevons rien et qu'au contraire, c'est nous qui soutenons nos pauvres Etats. Ne nous laissons pas tromper par le discours de la productivité et de la compétitivité, attaquons-nous aux règles du jeu !

Il ne suffit pas à l'Afrique de produire du coton, encore faut-il qu'elle puisse le vendre à un prix décent.

Créer les conditions de la réussite

Les défenseurs du libre-échange se sont préparés pendant plus de 50 ans. Grâce à des politiques et des programmes adaptés, ils ont pu créer des conditions permettant la réussite des acteurs du secteur public, du secteur privé, des organisations socioprofessionnelles ou des organisations sous-régionales. Il est important et même vital que nous bénéficions de la même chose chez nous. Nous allons négocier car nous ne pouvons accepter un suicide collectif. Pourquoi ne pourrait-on pas changer les règles du jeu pour pouvoir vivre de notre travail, manger et vendre notre production ? Ceux qui ne sont pas convaincus doivent rester chez eux et attendre la mort, une mauvaise mort qui ne les emmènera pas au paradis. "

Mamadou Cissokho
Président d'honneur du OPPA (2)

(1) Instituée en 1994, l'UEMOA regroupe les Etats de l'Afrique de l'Ouest ayant le franc CFA pour monnaie. Union monétaire, donc, elle a l'ambition de se doter, comme l'Union Européenne, d'un marché unique et d'une politique économique commune.

(2) Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest.